

 <p>Accord sur la Conservation des Albatros et des Pétrels</p>	<p><b>Huitième Réunion du Comité consultatif</b> <i>Punta del Este, Uruguay, 15 -19 septembre 2014</i></p> <p><b>Rapport des travaux du comité intersessions créé par la Résolution 4.8</b></p> <p><b><i>Comité intersessions</i></b></p>
---	---

## RÉSUMÉ

Le comité intersessions créé par la Résolution 4.8 poursuit l'examen des différentes options qui permettraient aux économies membres de l'APEC concernées de participer, tout d'abord en qualité d'observateurs, aux sessions de la Réunion des Parties ainsi qu'aux réunions de ses organes subsidiaires. Le comité s'est consacré activement à la tâche qui lui a été confiée. Il se réjouit d'indiquer que son travail ne se concentre aujourd'hui plus que sur deux options : Option A – Modification de la Règle 4(1) du Règlement intérieur et Option B - Statu quo. Le comité continuera d'œuvrer à l'examen de ces options en vue d'envisager une procédure de vote intersessions avant la Cinquième Session de la Réunion des Parties prévue en 2015.

## RECOMMANDATIONS

1. Les Parties sont invitées à examiner les travaux du comité intersessions portant sur les différentes options d'observation qui s'offrent aux économies membres de l'APEC concernées.
2. Les Parties sont également conviées à noter que le comité continuera d'œuvrer à l'examen des options en vue d'envisager une procédure de vote intersessions avant la Cinquième Session de la Réunion des Parties prévue en 2015.

## 1. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU COMITÉ INTERSESSIONS

Le comité intersessions créé par la Résolution 4.8 a entamé ses travaux en décembre 2012. Le comité a nommé M. Jonathon Barrington comme président. L'Australie, la France, la Nouvelle-Zélande, le Pérou et le Royaume-Uni ont consenti à faire partie des participants de ce comité. L'Argentine, le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Espagne ont accepté de participer à ce comité en qualité d'observateurs. Le Canada et les États-Unis ont participé, en tant qu'observateurs, à une réunion du comité organisée en mai 2013, en marge de la Septième Session du Comité consultatif. Les États-Unis ont, quant à eux, poursuivi leur rôle

d'observateurs par la suite. Dr Marco Favero, président du Comité consultatif, a été nommé au comité intersessions en tant que membre de droit.

Le comité a établi un certain nombre de règles de procédure concernant ses travaux. Ces dernières visent à orienter les participants lors de l'analyse des effets de l'Accord et du Règlement intérieur de la Réunion des Parties. Les règles stipulent que le comité prendra les avis exprimés par les participants comme point de départ de ses réflexions, lors des délibérations.

Le comité a consenti, en premier lieu, à concentrer ses efforts sur les options de participation, en tant qu'observateurs, aux sessions de la Réunion des Parties et aux réunions de ses organes subsidiaires qui s'offrent à toutes les économies membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique dont les navires pêchent dans l'aire de répartition des albatros et des pétrels (**économies membres de l'APEC concernées**). Cinq options ont été passées en revue : Option A - Amendement de la Règle 4(1) du Règlement intérieur ; Option B – Statu quo ; Option C – Adoption de dispositions conformes à l'art. VIII(15) afin de permettre à toute économie membre de l'APEC de participer en tant qu'observateur ; Option D – Amendement de l'Accord ; et Option E – Mémoire d'entente avec l'APEC. L'Option A, l'Option B et l'Option C ont été examinées en détail. Le comité a fait part de sa volonté d'examiner plus avant l'Option A et les solutions alternatives identifiées pour la mise en œuvre de cette option, y compris la proposition émise par l'Australie lors de la quatrième session de la Réunion des Parties (cf. RdP4 Doc 06). Le comité a également indiqué qu'il souhaitait examiner l'Option B. Le comité considère l'Option C comme susceptible d'accroître le clivage d'opinion entre les Parties concernant l'interprétation de l'article VIII.15 de l'Accord. Par conséquent, l'Option C a été écartée. L'Option D et l'Option E ont également été examinées par le comité avant d'être écartées.

## **2. OPTION A – MODIFICATION DE LA RÈGLE 4(1) DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR**

L'Option A envisage la modification de la Règle 4(1) du Règlement intérieur afin de permettre aux économies membres de l'APEC concernées de participer, d'abord en qualité d'observateurs, aux sessions de la Réunion des Parties ainsi qu'aux réunions de ses organes subsidiaires

Le comité a abordé la modification de la Règle 4(1) en vue d'obtenir les résultats suivants : adopter un mécanisme permettant aux économies membres de l'APEC concernées de participer, en qualité d'observateurs, aux sessions de la Réunion des Parties ainsi qu'aux réunions de ses organes subsidiaires ; lever l'ambiguïté de la Règle 4(1) quant à la phrase « toute économie membre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique conformément à l'article VIII, paragraphe 15 de l'Accord » ; inclure un mécanisme d'objections motivées ; et examiner la proposition de l'Australie soumise lors de la Quatrième Session de la Réunion des Parties (Lima, 23 - 27 avril 2012 « RdP4 Doc 06 (Australie) ») et ayant pour objet la modification du Règlement intérieur.

La démarche du comité conformément à l'Option A consiste à modifier la Règle 4(1) en vue de supprimer la référence à « toute économie membre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique conformément à l'article VIII, paragraphe 15 de l'Accord ». La participation, en qualité d'observateurs, des économies membres de l'APEC concernées aux sessions de la Réunion des Parties sera traitée séparément, en ajoutant de nouvelles

dispositions sur le sujet au Règlement intérieur. L'approche proposée diffère de celle mentionnée dans le document RdP4 Doc 06 (Australie), afin de permettre l'introduction d'un mécanisme d'objections.

Le comité a discuté de la façon de modifier le Règlement intérieur afin d'atteindre les résultats attendus et a identifié quatre options possibles :

1. Permettre la participation en tant qu'observateurs, sauf si un tiers des Parties s'y oppose - toute objection doit être motivée par écrit.
2. Permettre la participation en tant qu'observateurs, sauf si un tiers des Parties s'y oppose - aucune objection par écrit n'est requise.
3. Permettre la participation en tant qu'observateurs, sauf si l'une des Parties s'y oppose - toute objection doit être motivée par écrit.
4. Permettre la participation en tant qu'observateurs, sauf si l'une des Parties s'y oppose - aucune objection par écrit n'est requise.

Le comité a pour l'heure exprimé un avis provisoire concernant l'Option A. Cinq participants se sont déclarés favorables à l'appui de la première option, jugeant approprié d'octroyer aux économies membres de l'APEC concernées au moins le même statut d'observateur que celui dont bénéficient les organismes internationaux intéressés (cf. Règle 4(3) du Règlement intérieur de la Réunion des Parties). Ces cinq participants ne soutiennent aucune des deux options de veto, telles que prévues par les troisième et quatrième options. Deux participants ont manifesté leur soutien à la troisième option, mais n'ont pas indiqué s'ils envisageaient d'accorder leur soutien à d'autres options. En outre, un participant s'est prononcé en faveur de la seconde ou de la quatrième option, comme alternative de soutien à l'Option B (l'Option B est développée ci-dessous). Un participant ne s'est prononcé sur aucune des quatre options présentées.

Le comité intersessions poursuit ses délibérations sur la modification éventuelle de la Règle 4(1) par le biais d'un amendement mineur dans sa formulation, ainsi que proposé par l'Australie dans le document RdP4 Doc 06 (Australie).

### **3. OPTION B – STATU QUO**

L'Option B considère le Règlement intérieur existant comme suffisant pour que les économies membres de l'APEC concernées puissent participer, en qualité d'observateurs, aux sessions de la Réunion des Parties.

L'Option B part du principe que la possibilité qui s'offre aux économies membres de l'APEC concernées de participer en tant qu'observateurs est suffisamment claire, malgré toute ambiguïté possible. Cette option permet également de poursuivre en s'appuyant sur les divergences d'interprétation de l'article VIII.15.

Le comité a pour l'heure exprimé un avis provisoire concernant l'Option A. Un participant se montre favorable à soutenir l'Option B (voir également l'Option A, ci-dessus).

## **4. ÉTAPES SUIVANTES**

### **4.1. Choisir l'option privilégiée**

Le comité entend poursuivre ses discussions sur les différentes approches qu'offrent l'Option A et l'Option B en vue d'obtenir un consensus sur le choix de l'option à recommander aux Parties. Dans l'éventualité où aucun consensus ne serait atteint, le comité privilégierait la « meilleure » option. Cette option serait celle qui obtiendrait le plus grand soutien de la part du comité.

#### **4.1. Consultations informelles avec l'APEC**

La Résolution 4.8 exige du comité qu'il mène des consultations informelles avec l'APEC. Le comité n'a pas encore défini la forme ou le contenu de telles consultations. Une manière d'opérer cette consultation pourrait être de charger le secrétaire exécutif d'écrire à son homologue, le Dr Allan Ballard, directeur de l'APEC, afin d'informer les économies membres que l'ACAP cherche à faciliter les activités d'observateurs lors des forums de l'ACAP aux économies membres de l'APEC intéressées.

Toute consultation avec l'APEC précèdera, nécessairement, la soumission de la « meilleure » option aux Parties.

#### **4.1. Vote intersessions**

Le comité continuera d'œuvrer à l'examen de l'Option A et de l'Option B en vue d'envisager une procédure de vote intersessions avant la Cinquième Session de la Réunion des Parties prévue en 2015.

La Réunion des Parties a adopté son Règlement intérieur en vertu de l'article VIII.11(a) et peut le modifier conformément à l'article VIII.13(a). Le vote intersessions de la Réunion des Parties est régi par la Règle 24 du Règlement intérieur de la Réunion des Parties. Aucune disposition de l'Accord n'interdit la modification du Règlement intérieur de la Réunion des Parties par le biais du vote intersessions.

La Règle 24(2) du Règlement intérieur de la Réunion des Parties stipule que toute Partie peut soumettre au Secrétaire exécutif une proposition pour examen pendant la période intersessions, lorsqu'il existe, aux yeux de cette Partie, des circonstances exceptionnelles. En vertu de la Règle 24(2), le Secrétaire exécutif est alors tenu de communiquer la proposition aux Parties dans un délai de sept jours, accompagnée de toute information supplémentaire pour pourrait aider les Parties. Lever l'ambiguïté qui entoure la participation, en tant qu'observateurs, des économies membres de l'APEC concernées peut être considéré comme une circonstance exceptionnelle nécessitant l'organisation d'un vote intersessions. Comme l'indique la Résolution 4.8, l'atténuation efficace des menaces qui pèsent sur les albatros et les pétrels au sein de leur aire de répartition pourrait être accélérée en facilitant, en temps opportun, la coopération avec les économies membres de l'APEC concernées, en particulier celles dont les flottes de pêche hauturières présentent une forte incidence de captures accessoires d'espèces d'albatros et de pétrels.

Conformément à la Règle 24(3), les Parties disposent de 45 jours pour examiner et répondre à la proposition, une fois que cette dernière a été communiquée. Au cours de cette période, chaque Partie est tenue d'indiquer au Secrétaire exécutif si elle soutient la proposition, rejette la proposition, ne souhaite pas se prononcer sur la proposition, demande un délai

supplémentaire pour l'examiner ou considère qu'il n'est pas nécessaire de procéder au vote en période intersessions.

En vertu de la Règle 24(4), si plus des deux tiers des Parties estiment qu'il n'est pas nécessaire d'organiser un vote intersessions, la proposition est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de la Réunion des Parties.

Nonobstant les dispositions de la Règle 20, la Règle 24(5) stipule que toute décision intersessions doit être prise par consensus. Il conviendrait dès lors que chaque réponse reçue par le Secrétaire exécutif dans le délai de 45 jours prévu soutienne la proposition ou ne souhaite pas se prononcer sur cette dernière.<sup>1</sup> En l'absence de consensus (c'est-à-dire si l'une des réponses reçues rejette la proposition, demande l'octroi d'un délai supplémentaire ou indique qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un vote intersessions), la proposition est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session de la Réunion des Parties.

Le comité note que la Cinquième Session de la Réunion des Parties se tiendra en 2015. Le comité reconnaît que la procédure de vote intersessions devrait prendre fin avant toute date limite marquant la fin des inscriptions des économies membres de l'APEC pour participer au Comité consultatif en tant qu'observateurs. Le comité conclut, qu'au regard des observations ci-dessus, il conviendrait de procéder au vote intersessions dans les meilleurs délais si les Parties souhaitent s'assurer que les économies membres de l'APEC concernées puissent participer, en tant qu'observateurs, à la Cinquième Session de la Réunion des Parties.

Si cette solution est choisie, le comité note que l'Australie acceptera de soumettre une proposition au Secrétariat en temps opportun afin de lancer la procédure de vote intersessions.

---

<sup>1</sup> Le paragraphe 5 de la Règle 24 présente une erreur. La référence au « délai » faite dans ce paragraphe devrait renvoyer au paragraphe 3 de la Règle 24.